



## COMMUNE DE DAGNEUX

### Réglementation du régime de priorité Rue de la Craz par la mise en place d'une signalisation dite stop

Le Maire,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1, R110-2, R110-3, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 415-6 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 3ème partie - intersections et régime de priorité - approuvée par l'arrêté interministériel du 26 juillet 1974 modifié et complétée;

**Considérant** qu'il convient de prévenir les accidents de la circulation au carrefour de la rue de la Craz et de la rue du Pré loup, située dans la zone industrielle de DAGNEUX ;

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Afin de prévenir les accidents de la circulation au carrefour de la rue de la Craz et de la rue du Pré Loup dans la zone industrielle de DAGNEUX, la circulation est réglementée comme suit :

Les usagers circulant sur la rue de la Craz devront **marquer un temps d'arrêt**, avant de continuer de circuler, soit sur la même voie, soit sur la rue du Pré Loup. Ils devront céder la priorité aux véhicules venant des deux directions.

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place à la charge de la communauté de commune, la 3CM.

**ARTICLE 3** : Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Dagneux.

**ARTICLE 6** : Conformément à l'article R 421-1 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 7** : Le Directeur Général des Services, Le Directeur des services techniques, les services de Gendarmerie Nationale, le service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

Monsieur le Maire,

Monsieur le président de la communauté de commune de la 3CM,

Monsieur le Chef du Centre de Secours de Montluel,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Montluel,

La police municipale,

FAIT à DAGNEUX, le 17 janvier 2020

Le Maire,

Philippe GUILLOT-VIGNOT

